

Les petites ombres de la rue

Exclusion. De plus en plus d'enfants errent dans les rues. Sans abris, mais pas sans famille, ils sont inexorablement attirés par la capitale. Un phénomène que les ONG, sans soutien de l'Etat, ont du mal à endiguer.

Séisse, séisse, vous êtes la honte de l'Egypte ! » C'est ce que les passants crient aux enfants des rues qui osent pointer le bout de leur nez. Comme si ces gamins en haillons couchés à même le sol défigureraient la capitale. Entre 300 000 et un million de fragiles silhouettes arpenteraient les rues du Caire. Leur nombre a explosé ces dernières années. La directrice de l'association Face Egypt, Fatma Rakha, le confirme mais ne peut évaluer cette augmentation, faute de statistiques officielles. Souvent, ces enfants se retrouvent à la rue après avoir quitté les villages ou les campagnes dont ils sont originaires. Comme la jeune Aâbire, qui vient de la région de Minia au sud de l'Egypte. « Ils pensent qu'ils vont trouver du travail dans les grandes villes ou gagner un peu d'argent grâce à de



REPIT. Les deux Ahmed se détendent avant de chercher un endroit où dormir. NAJATT AKEL

petits trafics », explique Fatma Rakha. Rejetés des quartiers aisés, les enfants se débrouillent pour gagner quelques livres dans les zones populaires, comme Sayeda Zeinab ou midan Hus-

sein. Discrets la journée, ils apparaissent surtout à la tombée de la nuit, sous les porches ou les ponts, dans les jardins ou près des gares. « Lorsque je me suis retrouvée à la rue, il y a plusieurs années, raconte

Aâbire, 21 ans, mère d'un bébé de 2 ans, je trainais dans le quartier chic de Mohandessine où je mendiais. Là-bas, je me faisais insulter par les gens. J'ai été violée par des chiffonniers. J'ai rencontré des hommes qui m'ont appris à fumer et à me droguer et je me suis retrouvée en prison. Les policiers m'ont maltraitée et battue, surtout à Aagouza et Ezbekeyya. C'est pour ça que maintenant, je préfère dormir dans les ruelles près de la gare Ramsès parce que je peux m'y cacher avec mon bébé. »

Les centres, une prison...

Les pieds noirs de crasse de Dina Aly dépassent de ses sandales usées. Les cheveux poisseux et hirsutes dressés sur la tête, elle explique qu'elle passe, à 10 ans, « toutes ses journées dans la rue ». Elle ne rentre chez sa mère, à Shubra, que « pour dormir ». Sur la place Tahrir ou ailleurs, en plein centre-ville, elle vend des mouchoirs et des fleurs. « Parfois les gens me crient dessus et me poussent loin d'eux. Mais je suis obligée de continuer pour aider ma mère », précise la fillette, fataliste.

Un peu plus loin, dans le quartier de Garden City, mêmes difficultés pour Islam et Bilal, deux adolescents, pieds nus et vêtements de loques. Le regard perdu, Bilal se souvient : « Je dors dehors depuis que le nouveau mari de ma mère nous a chassés. » La veille, alors que les deux frères dormaient affalés à même le sol et serrés l'un contre l'autre, un habitant du quartier les a réveillés à coups de pied en les insultant, les poussant à fuir de rue en rue. Certains font preuve de plus de compassion. Bassem Mahrou, un ouvrier du quartier de

Les timides actions de l'Etat

 Le phénomène des enfants des rues commence à être pris en compte par les autorités. En mars 2003, Suzanne Moubarak, première dame d'Egypte et présidente de la commission consultative du Conseil national pour l'enfance et la maternité (CNEM), a lancé un plan pour que le problème ne soit plus du ressort de la police et de la justice, mais de celui de travailleurs sociaux. Objectif : mettre un terme aux arrestations et à la détention d'enfants. « On n'est pas là

pour appliquer des règles mais pour veiller à ce que les lois concernant les enfants soient appliquées. Et on participe au financement de certaines associations », explique Sumaya el-Alfi, directrice du projet pour les Enfants des rues du CNEM. L'organisme a aussi ouvert une ligne gratuite – le 16 000 – permettant aux gens de signaler la présence d'enfants dans les rues. L'unité ambulante vient alors les chercher pour les placer. Pourtant, l'action du gouvernement est encore loin de satisfaire les associations. « On refuse les

subventions de l'Etat, parce qu'une fois, il nous est arrivé de les accepter et les autorités se sont mêlées de la gestion », déplore le directeur du centre d'accueil pour filles des rues d'Imbaba. Les ONG comptent sur les donations et l'Unicef pour se financer. Elles prennent aussi leurs propres initiatives. Comme la mise en place cette année, par 25 d'entre elles, d'une journée consacrée aux enfants des rues, en mars. Mais cette journée nationale n'existe pas encore officiellement.

I.O. ET E. M.



PORTE-BONHEUR. « Cette photo est le seul bien qui me reste de mon passé. » Bilal, à la rue depuis l'âge de 6 ans. NAJATT AKEL

INSEPARABLES. Ramadan et Mohamed vivent dans les rues du quartier Sayeda Zeinab. NAJATT AKEL



la gare Ramsès, compte parmi ceux-là : « Je viens souvent parler aux enfants des rues. Je les connais parce ce sont souvent les mêmes qui traînent. Je les aide en leur donnant des vêtements et de la nourriture à l'occasion des fêtes. »

Dans une ruelle sombre et poussiéreuse, proche de la gare, passé 23 heures, Ahmed Rachwan et Ahmed Taoufik recouvrent d'une vieille bâche en toile un chariot de marchandises. Ils prétendent avoir 16 ans, en paraissent six de moins. A côté d'eux, un vendeur ambulancier, mêmes vête-

« Je suis bien dans la rue. Je gagne ma vie, j'ai des amis. »

ments crasseux sur le dos, les surveille du coin de l'œil. Khaled Kamal, 48 ans, qui en fait vingt de plus, est leur « protecteur ». « J'aime embaucher des enfants pour m'aider à vendre des lebs (pépites) et des sandwiches. J'ai pitié d'eux. Ceux-là me suivent depuis plus de six mois et je les considère comme mes propres enfants. Mais moi, j'ai un endroit où dormir. Le soir, eux vont dans un jardin ou restent sur le trottoir à côté du chariot. »

« Non, je n'ai pas peur dans la rue, s'étonne le plus frêle des deux garçons, content que son patron lui offre une cigarette. Je n'ai jamais eu de problème avec la police. Mais mon oncle policier me ramène de force chez moi tous les vendredis et je m'enfuis tous les samedis. Je suis bien dans la rue. Je gagne ma vie, j'ai des amis. »

Le travail des ONG implantées au Caire, comme la Société du village de l'espoir, Caritas ou Tofulty, consiste à convaincre ces enfants de pousser la porte des centres d'accueil. La première en a créé quinze au Caire, dont neuf où les enfants peuvent passer la nuit. « Notre but pour le nouveau centre que l'on va ouvrir dans quelques mois à el-Salam, résume Fatma Rakha, est de donner envie aux mineurs dans le besoin de venir, en leur disant qu'il y a des lits, des douches, qu'ils peuvent aller à l'école ou regarder la télé. L'essentiel est d'essayer de les faire renouer avec leurs familles s'ils en ont. »

« Je n'ai jamais entendu parler des centres pour les enfants sans abris. De toute façon, je ne suis pas orphelin. Je n'accepterai jamais d'y aller », se renfrogne Ahmed Rachwan, droit et fier dans ses chaussures trop grandes pour lui. Grisés par le sentiment de liberté, beaucoup considèrent les centres d'accueil comme une prison.

...ou un paradis ?

Souvent, ceux qui y ont déjà mis les pieds y retournent. Ils s'y sentent « en sécurité » et apprécient le « club », comme l'appelle le directeur du centre d'Imbaba, Abd Essamiaa Labib, pour ne pas effrayer les enfants. « C'est le paradis sur terre », lance Aâbire. « J'aime bien cet endroit, s'enthousiasme aussi Sayeda, 10 ans, qui a fui Alexandrie et des parents violents, il y a trois ans. Ici je peux me laver, manger à ma faim, avoir des habits propres, faire des colliers et des dessins. »

Dans la résidence, une quinzaine de filles, pieds nus ou en sandales, jouent aux cartes, font leur toilette ou se reposent sur des matelas. Deux bébés, ceux des filles, passent de bras en bras, trimbalés d'une pièce à l'autre. Quelques assistants sociaux écoutent les enfants et les conseillent. « Un jour, une fille en pleurs est venue me trouver. Elle était effondrée, se remémore Fawkeya Ezzedine, l'une des éducatrices. Elle avait passé la nuit sous un autopont à Kubri Khachab où des jeunes l'ont harcelée sexuellement. Je lui ai présenté une habituée du centre pour passer la nuit avec elle à Sayeda Zeinab. »

Si les petits souillons ont mauvaise réputation, les centres censés les réhabiliter ne font pas non plus l'unanimité. « Notre foyer dérange le voisinage, s'inquiète le directeur. Certaines filles arrivent très tôt, parfois vers 5 heures du matin alors qu'on n'ouvre qu'à 9 heures. Cela pose problème. Elles se font embêter par les conducteurs de toc-toc et les chiffonniers et attirent d'autres populations pauvres. Nos voisins s'en plaignent. » Politesse, propreté, bonne conduite : autant de principes péniblement appris la journée et oubliés dès que le soleil se couche. Et les enfants, tels de petites chauve-souris, resurgissent dans les rues.

ELOÏSE MALET

ILHAM OUBOUSSEKSSOU